
Jour de séance 25

le mardi 21 mars 2023

13 h

Prière.

L'hon. M. Steeves, ministre des Finances et du Conseil du Trésor, remet un message de S.H. la lieutenant-gouverneure au président de la Chambre, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 21 mars 2023

S.H. la lieutenant-gouverneure transmet le budget principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2024, qui comporte les prévisions de crédits requis pour les services de la province et non autorisés par ailleurs pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2024, et, conformément aux dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1867*, elle recommande ces prévisions budgétaires à la Chambre.

La lieutenant-gouverneure,
(signature)
Brenda L. Murphy

L'hon. M. Steeves dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants : d'une part, *Perspectives économiques 2023-2024* et, d'autre part, *Budget 2023-2024 : Croissance et possibilités : Travailler dans l'intérêt des gens du Nouveau-Brunswick*.

Sur la motion de l'hon. M. Steeves, appuyé par le premier ministre, il est résolu que la tranche du discours de S.H. la lieutenant-gouverneure qui a trait aux comptes publics, aux prévisions budgétaires et aux dépenses soit renvoyée au Comité des subsides.

Conformément à l'avis de motion 23, l'hon. M. Steeves, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

La question proposée, l'hon. M. Steeves prononce le discours du budget.

Le débat sur le discours du budget est ajourné sur la motion de M. Legacy.

Le président de la Chambre, sur la demande de l'hon. M. G. Savoie, revient aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre.

Sur la motion de l'hon. M. G. Savoie, appuyé par le premier ministre, il est résolu que l'étude de la motion relative à la politique budgétaire du gouvernement se poursuive jeudi prochain et qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour tant qu'elle ne sera pas terminée.

La séance est levée à 13 h 58.

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

Rapports annuels

Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick, 2021-2022	(16 décembre 2022) ;
Commission des produits de ferme du Nouveau-Brunswick, 2019-2020	(20 décembre 2022) ;
Commission des produits de ferme du Nouveau-Brunswick, 2020-2021	(20 décembre 2022) ;
Commission des produits de ferme du Nouveau-Brunswick, 2021-2022	(20 décembre 2022) ;
comptes publics pour l'exercice terminé le 31 mars 2022, volume II (information supplémentaire)	(21 décembre 2022) ;
ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, 2021-2022	(23 décembre 2022) ;
Ombud Nouveau-Brunswick, 2021-2022	(27 décembre 2022) ;
Commission du travail et de l'emploi, 2021-2022	(4 janvier 2023) ;
ministère de la Santé, 2021-2022	(11 janvier 2023) ;
ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, 2021-2022	(16 janvier 2023) ;
ministère des Finances et du Conseil du Trésor, rapport sur les droits, 2023	(26 janvier 2023) ;
Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, 2021-2022	(3 février 2023) ;
ministère de la Justice et de la Sécurité publique, 2021-2022	(7 février 2023) ;
Assemblée législative, <i>Activités parlementaires</i> , 2021	(8 février 2023) ;
bureau du coroner en chef, 2021	(9 février 2023) ;
Commission des assurances du Nouveau-Brunswick, 2022	(7 mars 2023) ;

Conseil du premier ministre pour les personnes
handicapées, 2021-2022 (7 mars 2023) ;
bureau du défenseur du consommateur en
matière d'assurances, 2022 (14 mars 2023) ;

Autres rapports

ministère de l'Environnement et des
Gouvernements locaux, résultats de la
surveillance de la qualité de l'air, 2021 (16 décembre 2022) ;
renseignements concernant la modification des
droits de permis de camping, d'entrée pour
véhicule et d'entretien de la plage dans les
parcs provinciaux (*Loi sur les droits à
percevoir*) (20 décembre 2022) ;
états de divulgation publique, 2020 (14 février 2023) ;
Commission sur la délimitation des
circonscriptions électorales et la
représentation, rapport final (13 mars 2023) ;

Pétitions

réponses aux pétitions 4 et 6 (20 janvier 2023).